

De nouvelles émeutes de la faim sont redoutées

© 11/01/2011 | Terre-net Média

Deux ans après les « émeutes de la faim » qui avaient secoué plusieurs pays en développement, la nouvelle flambée des prix des denrées alimentaires, nourrie par de faibles récoltes, fait craindre de nouvelles tensions dans les pays pauvres, à l'instar des émeutes en Algérie.

« **L**a situation est extrêmement tendue, ça peut vite dégénérer. Tous les indicateurs sont au rouge », confie à l'Afp Jean-Denis Crola, responsable alimentation et agriculture chez Oxfam France. Depuis six mois, les **prix des denrées alimentaires** n'ont cessé d'augmenter.

L'indice mesurant les évolutions de prix d'un panier de céréales, oléagineux, produits laitiers, viandes et sucre est au plus haut depuis sa création en 1990, s'est alarmée mercredi l'organisation de l'Onu pour l'alimentation et l'agriculture, la FaO.

Il s'est établi à 214,7 points en décembre, du jamais vu, supérieurs aux 213,5 points atteints en juin 2008, année de l'envolée des prix alimentaires qui avait déclenché des **manifestations meurtrières** contre la vie chère et l'inflation dans une trentaine de pays dans le monde, principalement en Afrique et en Haïti.



Agritel s'attend à une explosion des cours du blé aux alentours de 300 euros la tonne cette année.
(© Terre-net Média)

Explosion des cours du blé

Cette hausse est « très inquiétante, car elle touche des millions de gens, surtout quand elle concerne des produits de base comme les céréales », a déclaré vendredi à l'Afp Abdolreza Abbassian, économiste de la FaO chargé du suivi du secteur des céréales. Le maïs, le blé, le sucre et le colza sont les plus touchés. Pour Abdolreza Abbassian, « la situation des céréales n'est pas aussi critique qu'en 2007/2008 », mais « des conséquences plus graves » ne sont pas à exclure dans les prochains mois, en fonction du climat.

La météo capricieuse, qui affecte les récoltes, dans nombre de pays producteurs alimente cette envolée des prix. Les inondations en Australie ont « sérieusement dégradé la qualité des céréales », explique la société spécialisée Agritel, qui s'attend à une explosion des cours du blé aux alentours de 300 euros la tonne cette année, là encore du jamais vu. En Russie, autre gros producteur de blé, les incendies de l'été dernier ont conduit les autorités à décréter un embargo sur leurs exportations. « Nous nous orientons donc en ce début d'année 2011 vers une poursuite de la hausse des cours des matières premières agricoles, hausse alimentée également par la demande chinoise qui ne faiblit pas et par les craintes de sécheresse qui se profilent maintenant sur l'Argentine », prévient Agritel.

Des manifestations, parfois violentes, secouent l'Algérie

Pour les Ong, qui déplorent la volatilité des prix, l'envolée actuelle se rapproche de la crise de 2008. « Les émeutes de 2008 peuvent se reproduire car localement les importateurs ont augmenté leurs prix très rapidement. (Or) la facture alimentaire des populations pauvres constitue le gros de leur budget », prévient M. Crola. Depuis le 5 janvier, des manifestations, parfois violentes, contre les hausses allant jusqu'à 30 % de certains produits de première nécessité secouent l'Algérie. Inquiets d'un effet domino, certains gouvernements ont déjà mis en place des mesures préventives pour assurer leur sécurité alimentaire, comme taper dans leurs réserves ou inciter les banques à accorder des crédits aux paysans.

C'est le cas en Inde, en Malaisie ou en Indonésie. Les Ong déplorent la spéculation et appellent à une « meilleure régulation » des marchés agricoles, avec un accent mis sur la « transparence » sur les stocks. Dans le Financial Times de jeudi, le directeur de la Banque mondiale, Robert Zoellick, appelle pour sa part à soutenir les petits agriculteurs et plaide pour des « réserves de produits alimentaires humanitaires » pour venir en aide aux populations des **pays les plus pauvres**.

A lire aussi :

- Hausse des prix alimentaires - Vers une nouvelle crise alimentaire
- Hausse des prix alimentaires - L'Onu tire la sonnette d'alarme pour éviter une nouvelle crise alimentaire